



**ROYAUME DE BELGIQUE**  
Service public fédéral  
**Affaires étrangères,  
Commerce extérieur et  
Coopération au Développement**

# Réponses des acteurs

« Digital for Development (D4D) » - Étude complémentaire

# Contenu

Introduction .....	3
1 Réponse de la DGD .....	4
2 Réponse d'Enabel.....	5
3 Réponse de BIO.....	6
4 Réponse des ACNG.....	7

## Introduction

En septembre 2021, le Service de l'Évaluation spéciale (SES) a publié le rapport final de l'étude complémentaire de l'évaluation « Digital for Development (D4D) ».

L'étude complémentaire a été menée suite à l'apparition de la crise de Covid-19 et a examiné les développements en matière de D4D dans le contexte de la pandémie. L'évaluation s'est concentrée sur la stratégie ainsi que les projets nouveaux ou en cours. L'objectif de cette étude complémentaire est de tirer les leçons des expériences actuelles. Il est ainsi possible de mieux comprendre l'impact de la crise sur les stratégies de numérisation et sur la mise en œuvre des projets dans les pays partenaires.

Ce document contient les réponses résumées aux recommandations des acteurs impliqués:

- de la Direction Générale Coopération au Développement et Aide humanitaire (DGD) ;
- de l'Agence belge de Développement (Enabel) ;
- de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO) ;
- la réponse conjointe des fédérations, à savoir ngo-federatie, ACODEV et Fiabel.

En plus de leurs réponses à l'étude complémentaire de « Digital for Development », les acteurs ont également donné un suivi aux recommandations de l'évaluation principale de « Digital for Development ».

Ces réponses ont également été incluses dans le rapport annuel (mars 2022) du Service de L'Évaluation spéciale. Les réponses détaillées sont disponibles en annexe sur notre site web.

# 1 Réponse de la DGD

La DGD accepte la plupart des recommandations des deux études D4D. Ainsi, la DGD a rédigé une note D4D adaptée en coopération avec les acteurs du développement. Ce document de deux pages clarifie les priorités et les principes de la politique belge. Les principaux ajustements par rapport à la note stratégique D4D de 2016 sont que l'encouragement de l'alphabétisation numérique se fait de manière transversale et que les interventions D4D potentielles pour les portefeuilles bilatéraux et thématiques tiennent compte de la faisabilité et de la durabilité. Afin de concrétiser (davantage) les recommandations du rapport D4D et de l'étude de suivi, la DGD se concentre sur l'intégration du D4D, le partage des connaissances et la coopération européenne.

Une attention accrue est accordée aux risques, à l'exclusion numérique et à l'écart de genre, notamment dans le nouveau programme Enabel « Digital for Girls and Women ». Des thèmes pour lesquels le Parlement a également demandé une attention particulière. Le programme se concentre également sur la poursuite de l'intégration du D4D dans les pays partenaires. Les connaissances et l'expertise pourront ensuite être utilisées dans les futurs portefeuilles bilatéraux.

La DGD soutient Enabel pour l'identification de nouvelles initiatives dans le cadre de Team Europe et de son positionnement au sein du Hub D4D. Le partage des connaissances reste une question importante. La DGD et Enabel continueront à travailler ensemble pour partager les connaissances notamment avec les ACNG. Deux sessions seront organisées sur les risques relatifs au D4D. Au niveau européen, la DGD se concentre sur le digital comme moyen de promouvoir la bonne gouvernance au sein de l'entrepreneuriat africain. La DGD participera également au groupe de travail « Digital Rights and Gender » de l'UE.

La Belgique s'est profilée sur la problématique de la vaccination dans sa réponse à la pandémie, mais n'a pas mis de ressources supplémentaires à disposition pour une réponse digitale. La recommandation à la DGD visant à mettre en place une task force autour du D4D et de la Covid-19 n'est pas acceptée. Enabel et les ACNG seront encouragés à renforcer les task forces existantes au sein d'Enabel.

## 2 Réponse d'Enabel

Enabel continue à soutenir les pays partenaires dans le développement et/ou la mise en œuvre des technologies digitales par le biais de ses programmes et d'une contribution régulière à la stratégie belge relative au D4D. Grâce notamment à l'utilisation de la technologie digitale, les portefeuilles et les programmes pour les tiers ont pu être poursuivis avec succès pendant la crise Covid.

Enabel est en train de finaliser sa vision D4D interne, en s'appuyant sur la note « Digital for Development Covid Response Enabel ». L'accent est mis sur les compétences digitales, l'économie digitale, les droits numériques et l'administration digitale. Pour l'amélioration des systèmes de suivi digitaux, une coopération plus étroite est recherchée avec le groupe de travail Let's Connect pour les programmes D4D. L'inclusion numérique et l'égalité entre les sexes restent des principes de base importants. Un nouveau programme « Digital for Girls and Women » a été approuvé. Enabel signera la charte pour l'inclusion numérique en Belgique en 2022 et en assurera la promotion dans les pays partenaires.

Enabel contribue à la vision de Team Europe par le biais du Hub D4D et continuera à développer les initiatives de Team Europe qui s'inscrivent dans la lignée des priorités géographiques et thématiques belges. Par exemple, le programme Wehubit d'Enabel soutient cinq projets partenaires sur la technologie dans l'éducation et la formation. Une task force composée d'experts en D4D continue à développer l'expertise au sein d'Enabel.

### 3 Réponse de BIO

BIO continue à promouvoir la numérisation auprès de ses clients et des European Development Finance Institutions, où BIO fait partie de plusieurs groupes de travail. BIO dispose également d'un siège au comité exécutif de Wehubit. L'intégration du digital auprès de ses clients est une priorité pour BIO. Plus précisément, en 2021, BIO a approuvé un projet d'investissement au Kenya visant à promouvoir l'accès à Internet. En outre, l'identification des besoins numériques des institutions financières clientes de BIO n'a pas abouti à des résultats tangibles. L'année dernière, BIO a soutenu 18 projets à caractère numérique par le biais de son fonds d'assistance technique. Les efforts de BIO portent notamment sur le développement d'outils de crédit scoring digitaux, le développement et le renforcement de capacités liées à l'utilisation de logiciels, la formation à la gestion des risques environnementaux et sociaux.

## 4 Réponse des ACNG

Sur la base des recommandations et des leçons tirées, les fédérations ont ajusté leur stratégie D4D. Les fédérations soulignent le droit d'initiative des ACNG, qui détermine le rôle et les actions que les fédérations peuvent entreprendre. La pandémie de coronavirus a démontré que les ACNG sont des organisations très flexibles et qu'elles ont pu poursuivre leurs activités dans une large mesure grâce aux applications numériques. Les fédérations ont soutenu les ACNG en fournissant des bonnes pratiques et des outils concrets. Les fédérations étaient également une ligne d'assistance directe en cas de problèmes numériques. Les rapports d'évaluation D4D et les informations sur la plate-forme D4D ont été diffusés. Lors des sessions digitales organisées par Close The Gap, Wehubit et Enabel, les ACNG ont été encouragés à participer activement. Il reste également important de prêter attention aux groupes les plus vulnérables (« ne laisser personne de côté »).

Pour 2022-2026, les fédérations ont prévu la création d'un fonds D4D, incluant une coopération avec Close The Gap. Le fonds est destiné à réduire les obstacles auxquels les ACNG sont confrontés pour développer et mettre en œuvre une stratégie D4D et la rendre plus viable financièrement. Un aspect d'apprentissage collectif est également lié à ce fonds, afin de travailler concrètement sur la numérisation au sein de leur organisation, de leurs opérations et de leurs interventions. En outre, la numérisation est à nouveau au programme de Forward Fest, organisé par la fédération des ONG, 11.11.11 et VLIR-UOS. La fédération des ONG et certains de ses membres coopèrent avec Enabel sur la gestion numérique des projets d'Enabel, qui peut ensuite être utile aux ONG et à leurs partenaires.